

Maud Simonet

Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?

PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

textuel

COLLECTION « PETITE ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE »

Comité éditorial :

Manuel Cervera-Marzal, Sébastien Chauvin,

Milena Jaksic, Lilian Mathieu, Sylvain Pattieu

Directeur d'ouvrage Sébastien Chauvin

Maud Simonet est directrice de recherches en sociologie au CNRS et directrice de l'IDHES-Nanterre. Elle a publié *Le Travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit?* (La Dispute, 2010) et *Who Cleans the Park? Public work and Urban Governance in New York City*, avec John Krinsky (Presses de l'Université de Chicago, 2017).

Graphisme de la couverture : Agnès Dahan

© éditions Textuel, 2018
4 impasse de Conti
75006 Paris
www.editionstextuel.com

ISBN : 978-2-84597-681-8
Version numérique : 2018
ISBN : 978-2-84597-683-2

Maud Simonet

Travail gratuit : la nouvelle exploitation ?

textuel

PETITE
ENCYCLOPÉDIE
CRITIQUE

Un immense merci à Sébastien Chauvin pour sa confiance, sa disponibilité et son enthousiasme sans faille à toutes les étapes du processus d'écriture, ainsi qu'à Anne Bory, Hugo Harari-Kermadec, Frédéric Joubert et Renée Simonet qui ont relu, critiqué et nourri différentes versions de ce manuscrit.

À Paul et Lina, à tout ce qu'ils nous ont appris...

Sommaire

Introduction	9
Photomontage...	13
Chapitre 1	
Au nom de l'amour, le travail domestique – ou comment toutes les questions ont déjà été posées par les féministes...	17
Rendre visible le travail domestique: l'« enjeu de la valeur »	20
Capitalisme et/ou patriarcat: qui est « l'ennemi principal » ?	29
Le domestique: foyer de l'exploitation... ou de la résistance ?	39
Chapitre 2	
Du bénévolat au <i>workfare</i>: au nom de la citoyenneté, les politiques du travail gratuit	49
« Gratuitisation » du travail public dans les parcs de la ville de New York	52
Des parcs de New York aux plages françaises, l'étrange écho du « travail citoyen »	63
Du bénévolat au <i>workfare</i> : politiques du travail citoyen	71
Citoyenneté éthique et face civique du néolibéralisme	77

Chapitre 3	
Le digital labor : l'exploitation 2.0 ?	83
« Free » (Digital) Labor: les termes du débat	86
L'affaire du <i>Huffington Post</i> : au-delà du profit, l'appropriation	99
Chapitre 4	
Travail gratuit et marché du travail : l'emploi à tout prix	113
Le travail gratuit au cœur de l'emploi	116
Le travail gratuit au nom de l'emploi (à venir)	123
Le travail gratuit comme substitut à l'emploi ?	132
Chapitre 5	
Dissoudre le travail gratuit dans le salariat ou vice versa ?	141
Scénario 1:	
Dissoudre le travail gratuit dans le salariat ?	145
Scénario 2:	
Dissoudre le salariat dans le travail gratuit ?	149

Introduction

« Le travail gratuit se niche partout » s'intitulait en ce vendredi 10 février 2017 la chronique de l'humoriste Charline Vanhoenacker sur France Inter¹. Évoquant le consommateur qui scanne ses propres produits à la caisse ou renseigne son « expérience client » pour son opérateur téléphonique, elle s'esclaffe: « vous vous souvenez de cette époque où le client était roi? Eh bien c'est fini! Désormais le client est employé! » Un peu plus loin, elle ajoute qu'elle lit partout que le bénévolat est en hausse en France et qu'il ne faut pas oublier « que plus il y aura de bénévoles... moins il y aura de chômeurs! » Le « salaire fictif, renchérit-elle, c'est le rêve de Pierre Gattaz et c'est déjà une réalité en France, ça s'appelle un stage non rémunéré, du bénévolat, ou une expérience client, ou encore plus pernicieux... l'engagement citoyen ». Après avoir également évoqué « les candidats de télé-réalité qui bossent gratos pour engraisser les producteurs et les chaînes de télé » et « Mark Zuckerberg », « le mec qui est devenu milliardaire grâce à nos photos de vacances au camping », elle achève sur un ton semi-tragique: « Non, là où on verra vraiment qu'on est dans la merde c'est quand il y aura trop de bénévoles... et qu'il faudra payer pour travailler gratuitement ».

1 <https://www.franceinter.fr/emissions/le-billet-de-charline-vanhoenacker/le-billet-de-charline-vanhoenacker-10-fevrier-2017>

Bénévolat associatif, service civique des jeunes, stages, travail non rémunéré sur internet, mais aussi contrepartie en travail obligatoire pour les allocataires de l'aide sociale en place depuis des années aux États-Unis et depuis peu régulièrement débattue en France à propos des allocataires du RSA... toutes ces formes de travail non reconnues comme telles, exercées en dehors du droit du travail et avec peu ou pas de compensation monétaire et de droits sociaux sont au cœur de mes recherches de sociologue depuis des années.

Mais qu'y a-t-il donc de commun entre une bénévole en charge des activités périscolaires dans une école, une allocataire de l'aide sociale qui nettoie les parcs de la ville de New York, des blogueurs qui attaquent en nom collectif le *Huffington Post* pour lequel ils écrivent sans rémunération depuis des années, ou des jeunes en service civique – ou en stage – qui font tourner le service communication d'une grande ONG? Qui y a-t-il de commun entre ces milliers d'heures de travail gratuit ou semi-gratuit qui font fonctionner associations, services publics et entreprises, en dehors de tout droit du travail et de la reconnaissance sociale qui est octroyée au travail salarié dans notre société?

Et que peuvent bien nous dire des transformations du travail, de ses recompositions et de ses décompositions, ces formes, ici « numériques », là « citoyennes », de travail gratuit? Faut-il voir dans leur développement l'émergence d'un nouveau type d'exploitation, une nouvelle ruse, voire pour reprendre la

traduction récente d'un article du sociologue américain Andrew Ross, « le stade ultime du capitalisme »²?

Cet ouvrage répond que non, la question du travail gratuit ne naît pas avec les stages, la télé-réalité et Mark Zuckerberg. Elle a déjà été posée, débattue, dépliée pourrait-on dire, dans ses moindres recoins, il y a plus de 40 ans à propos du travail gratuit effectué par les femmes dans l'espace domestique. C'est d'ailleurs à cette occasion que la notion de travail gratuit a émergé et elle y prend, comme je le montrerai dans le premier chapitre, un sens et un contenu bien particuliers. Quant à la forme d'exploitation qui y est associée, là aussi, elle a été amplement pensée, débattue, discutée, à la fois « avec et contre Marx »³ et entre féministes. L'ambition de cet ouvrage est donc d'analyser ces différentes formes de travail gratuit qui nous interpellent aujourd'hui (« engagement citoyen » dans les services publics, volontariat ou stage des jeunes, économie participative sur internet) en repartant, pour chercher leur principe commun, des grandes leçons de l'analyse féministe du travail domestique. On défendra ici l'idée que ce n'est qu'au prix de ce détour par les approches féministes du travail gratuit, ou plutôt même d'un retour à celles-ci, à la vision du travail qu'elles ont portée mais aussi aux débats et controverses qui les ont nourries,

2 Andrew Ross « le travail gratuit, stade ultime du capitalisme », *Courrier international*, 9 juin 2011. Le titre original de l'article publié quinze jours avant dans la *London Review of Books*, vol. 33, n° 10, « A capitalist's dream » (un rêve de capitaliste) s'avère quelque peu différent.

3 Annie Bidet-Mordrel, Elsa Galerand, Danièle Kergoat, « Analyse critique et féminismes matérialistes. Travail, sexualité, culture », *Cahiers du Genre*, 2016/3.

que l'on peut vraiment saisir les enjeux du travail gratuit aujourd'hui, à la fois ses contradictions, ses formes d'exploitation et ses potentialités d'émancipation. Alors, et alors seulement, on pourra éclairer ce qu'il y a de neuf, juger de l'originalité de ces formes « civiques » et « numériques » de travail gratuit.

Du travail gratuit réalisé de gré ou de force, au nom de la citoyenneté, dans les services publics, à son inscription au cœur du fonctionnement du marché du travail, en passant par sa captation sur internet, il est peut-être temps de renverser l'universel et de regarder enfin tous les travailleurs comme des travailleuses pour saisir pleinement la guerre des valeurs qui se joue dans ce travail qui n'a pas de prix.

Photomontage...

Imaginons un photomontage en forme de collage de 6 petites vignettes récupérées sur internet. Chacune de ces vignettes donne à voir des personnes, vêtues de petits gilets de couleurs différentes, vert pour les unes, bleu ou orange pour les autres, munies d'un sac-poubelle et de quelque autre accessoire (une pince pour ramasser des papiers, une pelle et un balai...).

Dans le premier cadran: des Parisiens et Parisiennes, bénévoles d'un jour pour l'opération « Paris fais toi belle », lancée par la mairie de Paris en 2014. Ils/elles portent les petits gilets jaunes et gris de la mairie, et tiennent un grand sac-poubelle dans lequel certain·e·s d'entre elles/eux jettent des papiers pendant que d'autres balayent à côté.

Dans le second cadran: d'autres bénévoles, vêtu·e·s des mêmes gilets, descendent les escaliers du petit pont qui relie les deux rives du Canal Saint-Martin, avec des sacs-poubelle et des balais dans la main. Ils/elles participent à l'un des « Clean Up days » que l'association la Maison du Canal organise deux fois par an. Soutenues par une grande fondation internationale, le syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de l'agglomération

parisienne et la mairie du 10^e arrondissement de Paris, ces journées de mobilisation des habitant·e·s pour nettoyer leur quartier ont largement inspiré à la maire de Paris son opération de nettoyage citoyen annuel.

Sur la troisième vignette, une ribambelle de jeunes gens marchent sur les berges d'une rivière, avec dans les mains tout ce qu'il faut pour nettoyer les fourrés aux alentours: des sacs-poubelle, des pinces pour attraper les papiers... Tou·te·s sont vêtu·e·s d'un petit gilet, bleu cette fois. Ce sont des volontaires en « service civique », le dernier statut de volontariat mis en place en France en 2010 – après le « volontariat civil », le « volontariat associatif » et le « service civil volontaire »⁴. Engagé·e·s pour une durée déterminée, entre 6 mois et un an, dans une association, une collectivité locale ou un établissement public, ces volontaires qui ont entre 18 et 25 ans sont indemnisé·e·s à raison de 570 euros par mois environ, bénéficient d'une protection sociale complète mais ne peuvent cotiser au chômage pendant leur volontariat et ne relèvent pas du droit du travail.

Le quatrième cadran donne à voir un groupe de personne de dos, des hommes et des femmes, tou·te·s vêtu·e·s de gilets orange, qui avancent dans une rue en poussant une poubelle, muni·e·s de balais et de pelles à la main. Nous sommes à New York,

⁴ Pour une histoire des dispositifs de volontariat en France et de leur importation des États-Unis voir Maud Simonet, *Le Travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit?*, Paris, La Dispute, collection « Travail et salariat », 2010.

dans les années 1990 et ces « gilets orange » (« *orange vests* ») comme on les appelle de façon péjorative à l'époque, sont des allocataires de l'aide sociale dans le Work Experience Program (WEP), l'un des premiers programmes de *workfare* des États-Unis. Le *workfare* désigne cette obligation qui est faite aux allocataires de l'aide sociale de donner des heures de travail pour toucher leur allocation. Ce nettoyage des rues constitue donc une contrepartie obligatoire à leur allocation: ils doivent s'acquitter de celle-ci pour continuer à percevoir celle-là.

Cinquième cadran: en gilet orange, de face cette fois, deux hommes sourient en posant face à l'objectif du journaliste. Devant eux, une brouette avec un sceau et une pince pour ramasser les papiers, derrière eux une grande étendue de pelouse immaculée. Tous deux sont engagés dans un programme de bénévolat pour les allocataires du RSA mis en place par la mairie de la commune française où ils résident. Ils ont signé un « contrat de bénévolat » avec le maire, et, plusieurs heures par semaine, ils sont en charge de l'entretien et du nettoyage de certains espaces verts de la ville.

Sixième et dernier cadran: des gilets orange là aussi, mais uniquement portés par des hommes et qui ont tous la peau noire. Certains tiennent un grand sac-poubelle pendant que d'autres y jettent des feuilles ramassées avec une immense pelle et un râteau. Ils sont demandeurs d'asile et « s'activent volontairement », comme le dit l'article qui leur est consacré, dans un projet pilote d'« intégration par

le bénévolat » que l'Italie souhaiterait généraliser à l'ensemble du pays.

Qui sont ces hommes et ces femmes qui nettoient nos parcs, nos rues et nos jardins publics?

Aucun d'entre eux n'est à proprement parler un « travailleur », au sens traditionnel du terme; ils sont « bénévoles », « volontaires », « allocataires » et leur activité relève de la sphère de l'engagement ou de celle de l'assistance...

Et pourtant, sur ces photos prises à des époques et dans des lieux différents, ils apparaissent tous au travail, parfois aux côtés de femmes et d'hommes qui portent les mêmes gilets qu'eux et exercent professionnellement et contre rémunération la même activité, dont c'est même le métier.

Quelle valeur économique attribuer à ce travail qui n'est pas reconnu comme tel? Quelle valeur ces travailleurs lui attribuent-ils? Et ce travail non rémunéré, qui en bénéficie? Peut-on considérer que ces personnes qui nettoient gratuitement (ou contre une simple indemnité ou pour conserver leurs allocations) nos espaces publics sont exploitées? Et si oui par qui? Et peut-on le dire pour tous, même pour ceux qui ont choisi, volontairement, de balayer nos rues et nettoyer nos parcs gratuitement?

Pour répondre à ces questions il faut faire un petit détour par le nettoyage de nos espaces privés et les analyses qu'il a suscitées...